

# Le pays est en situation de pénurie d'eau absolue

Dossier de la rédaction de H2o  
November 2017

Cela fait plus de 25 ans que la Tunisie dispose de moins de 500 mètres cubes par habitant et par an et elle est actuellement sous le stress hydrique. Cette situation est largement imputable au changement climatique : selon les données de l'Institut national météorologique, les événements de sécheresse sont plus longs, plus fréquents et plus intenses, notamment dans le Sud tunisien mais les régions côtières sont également vulnérables à l'érosion marine et à la salinisation des sols. Ces dérèglements vont impacter fortement l'économie. Selon le ministre de l'Agriculture tunisien, le produit intérieur brut issu des revenus agricoles pourrait diminuer entre 5 et 10 % d'ici à 2030. La production des oliveraies, qui est la principale source de revenus pour les Tunisiens, pourrait elle-même diminuer de moitié. Enfin, le secteur du tourisme pourrait également pâtir de ces dérèglements avec une dégradation des activités notamment sur le littoral. Dans ces deux seuls secteurs, agricole et touristique, 36 000 emplois seraient directement menacés. Toutefois, le gouvernement tunisien a entrepris un certain nombre d'actions en vue notamment d'augmenter l'efficacité des installations énergétiques et réduire la dépendance de la Tunisie en matière d'énergie. Il reste cependant crucial de repenser la façon dont les projets sont conçus et gérés. Ainsi, l'étude de la gestion de la nappe phréatique Bssissi Oued Al Akarit a montré les bénéfices de la gestion communautaire et participative des ressources hydriques pour une exploitation durable. La réussite de ces projets est cependant tributaire en premier lieu de la volonté politique d'investir en faveur de démarches de ce type.

Le potentiel du pays s'élève à 5 milliards de mètres cubes d'eau, dont près de 2 milliards sont destinés à l'agriculture. Le secteur devra encore fournir d'importants efforts pour adapter ses modes de production. La vétusté des infrastructures d'irrigation mais également des réseaux urbains génèrent ensemble une perte de 30 % sur la quantité totale d'eau transférée. D'après les données fournies par la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE) 42 % des conduites sont usées et doivent être remplacées. L'auteur dénonce également un marché illicite de vente d'eau, issu de l'eau produite par la SONEDE mais normalement à destination de l'irrigation.

S. Ah. La Presse (Tunis) - Africa